

Kinshasa à feu et à sang

Mort tragique de l'Ambassadeur de France

L'imbroglio persiste

Une politique absurde

Le 28 janvier 1993 fut un jeudi noir, une journée sombre à la suite du ping-pong politique auquel se sont livrés les secrétaires généraux de l'Administration et une partie des politiciens réunis à l'hôtel Intercontinental de Kinshasa par le maire de la capitale, M. Mungul Diaka et le Premier ministre Etienne Tshisekedi wa Mulumba. Tout observateurs de la politique s'interrogeait sur la suite des événements qui n'auguraient rien de bon.

D'abord, la centaine de politiciens, dont les plates-formes courtoisèrent avec la mouvance présidentielle, avaient exigé au chef de l'Etat de révoquer le Premier ministre Tshisekedi, en pourparler avec les familles politiques en vue de réaménager son gouvernement. Aucune raison valable n'a été donnée sinon la manière dont Tshisekedi mène les consultations.

Ensuite vint cette huile mise au feu qui couvait chez les secrétaires généraux de l'administration dont la décision de remonétiser les coupures démonétisées à cause de la misère de la population et afin de liquider les arriérés des fonctionnaires qui attendaient stoïquement depuis 4 mois leurs maigres salaires.

Le jeudi noir

Le choix de la mise en application de cette mesure fut inopportun puis qu'il fallait appliquer une absurde politique dictée par le chef de l'Etat en conflit ouvert avec le Premier ministre. Cette absurdité fut tellement

grave que les secrétaires généraux, par ailleurs contestés par une large majorité des fonctionnaires, ont préféré passer à l'action au niveau de l'Armée. Une armée composée des bandes d'intérêts dont les fissures apparaissent au niveau de commandement.

Ainsi donc le jeudi 28 janvier 1993 à 14 heures après la paie des militaires en coupures de 5 millions de zaires, ces derniers, notamment ceux de camp Kokolo et plus tard du camp Ceta, ont investi le centre-ville de Kinshasa pour s'approvisionner. Devant le refus des opérateurs économiques d'accepter les coupures de 5 millions, les militaires se sont mutinés pour se livrer au pillage même des quartiers les plus huppés de Kinshasa (Binza, Ma Campagne, Gombe), la DSP, la division spéciale présidentielle, le bras séculier de Mobutu, devait user de l'artillerie lourde et des autos-blindées pour ramener un calme précaire.

Bilan désastreux

Le bilan provisoire est désastreux: plus de 500 morts dont la plupart sont des militaires, selon les Médecins sans frontières. Fait grave, une mort qui suscite beaucoup d'interrogations (lire article "Une mort qui dérange" en p. 15). Mort d'une balle perdue à 19 h 45 devant la porte de son bureau situé au 4ème étage, l'ambassadeur Philippe Bernard suscite beaucoup d'interrogation dans les milieux diplomatique et militaires tant de Paris que de Kinshasa (lire en page 15). D'autant que la façade de l'ambassade de France a été balayée par des rafales des fusils mitrailleurs des autos-blindées.

Sur le terrain

Sur le terrain, certaines sources affirmeraient que le nombre élevé des militaires morts résulterait du fait de l'affrontement entre les éléments du camp Ceta et ceux de la DSP qui voulaient restaurer de l'ordre et récupérer le mouvement de mutinerie orchestrée par les soldats des camps Kokolo et Ceta.

L'évacuation des ressortissants étrangers, principalement des Belges et des Portugais, se poursuit. Environ 1.700 personnes ont franchi le pool Malebo pour rejoindre l'Europe. Le chef de l'Etat ainsi que les secrétaires généraux ont refusé aux troupes belges super-armées de venir libérer leurs concitoyens des griffes de la DSP. Cependant, le gouvernement a accédé à cette demande. Néanmoins, seuls les Français ont pu débarquer au beach Ngobila. Ces militaires faisaient partie du 3ème REP français basé à Bangui en République Centrafricaine. Le refus du maréchal-président est dicté par sa peur de voir l'intervention des commandos belges se muer en une occupation susceptible d'entraîner un accrochage avec la DSP au risque de lui arracher son pouvoir.

La ville de Kinshasa, plus que meurtrie, est sans âme. Elle est quadrillée par les hommes en uniforme et présente un visage d'une ville occupée ou assiégée. Le pillage a fait de nombreuses victimes parmi les militaires qui se sont mutinés. C'est dire que l'affrontement entre les militaires de CETA et camp Kokolo moins armés d'une part et les éléments de la DSP hyperarmés d'autre part, a occasionné de nombreux morts. S'ils pleurent leurs

morts, les Kinois doivent s'interroger demain comment ils vont se nourrir ou reprendre l'activité économique. Leur maire, Mungul Diaka a pris une mesure décrétant Gombe comme zone opérationnelle où la circulation est soumise à un laissez-passer. Or, cette zone est le poumon économique de Kinshasa où s'exercent toutes les activités de commerce et de l'administration publique. Kinshasa, qui commence à panser ses plaies, est loin de sortir de sa torpeur dans laquelle le dernier pillage l'a plongé.

Où se trouve Mobutu ?

Entretiens, l'opinion s'interroge sur le silence du chef de l'Etat qui devrait rassurer la population comme ce fut le cas lors du pillage de septembre 1991. Si les radios étrangères parlent de sa présence en France, il n'en demeure pas moins vrai que toute la fébrile activité déployée à la présidence de la république est signée par le directeur de cabinet, M. Vunduawe Te Pemako ou ses collaborateurs.

Est-il au Zaïre ou pas? Pourquoi ce lourd silence? A quoi servent les communiqués et les démentis de la présidence si la population kinoise désespérée cherche à être rassurée par une haute autorité? Surtout que pendant les événements sanglants, un ambassadeur d'un pays ami sur lequel le Zaïre compte a trouvé tragiquement la mort.

Des pressions

Pourtant, en dernière minute, le porte-parole du président Mobutu, le professeur Kabuya Lumuna, qui a annoncé le prochain message du

chef de l'Etat à la Nation, a accusé le Premier ministre Tshisekedi, sans le citer, de haute trahison du fait de refuser la circulation du billet de 5 millions de zaires. Face à la situation le gouvernement de Tshisekedi a par ailleurs sollicité l'intervention militaire et l'aide humanitaire auprès des gouvernements américain, français et belge. Si la CEE exhorte Mobutu à laisser les mains libres à Tshisekedi, il n'en demeure pas moins vrai que pareille intervention militaire n'est pas envisagée avec empressement.

Dans l'état actuel des choses, le chef de l'Etat avait intérêt à user de la politique de la sagesse. Une politique dictée par les pressions observées à l'intérieur par l'ensemble des fonctionnaires et surtout des militaires dont le pouvoir d'achat ne fait que s'étioler. Cette pression exercée par les forces acquises au changement et regroupées au sein du HCR dont la dynamique de changer l'ordre ancien est évidente. On le sait, ce forum avait demandé au chef de l'Etat de s'impliquer dans le processus démocratique tel que voulu par la CNS. Son refus lui a valu un certain nombre de menaces dont sa révocation après l'examen du dossier par la cour constitutionnelle. D'autre part, le maréchal président ne cesse de subir de pressions étrangères dont celle de l'Occident qui constate son refus de laisser Tshisekedi gouverner sans entrave et de ne pas s'ingérer dans la gestion des finances publiques. Le moins que l'on puisse demander au Président Mobutu est de mettre de l'eau à son vin. Il doit s'impliquer dans le processus démocratique de la CNS tout en prenant soin de négocier l'harmonisation des textes ad hoc.

Eyenga Sans

La société civile du Sud-Kivu se positionne

Nous venons d'apprendre tous, par la Radio et la Télévision les conclusions de la rencontre d'un groupe de fonctionnaires des ministères dits "Secrétaires Généraux" imposant la mise en circulation du billet de 5.000.000 de zaires démonétisé par le Gouvernement de Transition issu de la Conférence Nationale Souveraine.

Dans le même temps, un groupe de politiciens mal identifiés qui se réunissent à l'Hôtel Intercontinental demande à M. Mobutu de destituer le Premier Ministre du Peuple, son Excellence M. Etienne Tshisekedi wa Mulumba, issu de la Conférence Nationale Souveraine.

Tout ceci ne constitue que des manœuvres sordides pour perpétuer la misère du peuple et bloquer le

processus de démocratisation.

La Société Civile du Sud-Kivu déclare ce qui suit :

1. Les Secrétaires Généraux n'ont aucune compétence, ni juridique, ni constitutionnelle, d'annuler le décret du Premier Ministre du Peuple ayant démonétisé le billet de 5.000.000 Z.

2. Pas question de toucher au billet maudit de 5.000.000 Z. Le Premier Ministre l'a annoncé : toute personne qui accepterait ce billet sera considérée comme un saboteur de l'économie nationale;

3. La déclaration demandant à M. Mobutu la destitution de son Excellence Monsieur le Premier Ministre n'a aucune valeur nationale, la Conférence Nationale Souveraine ayant tranché sur toutes les questions d'intérêt national et

relatives à la Transition.

- Fonctionnaires longtemps sacrifiés;
- Opérateurs économiques longtemps exploités;
- Jeunesse estudiantine longtemps sacrifiée Compatriotes en uniforme longtemps marginalisés;
- Peuple du Sud-Kivu, peuple opprimé;
Courage, solidarité et résistance.

Pour la Société Civile du Sud-Kivu:

- Dr Mukolo Ndjolo
- Bernard Kitambala
- Victor Buhendwa Wendo
- Mutijima Bazalake
- Patient Bagenda Balagizi
- Prof. Wasso Mobilizi
- Zihindula Kabeza
- Pezi Kuyowa N'Simba

Ouverture de l'ISP - Centre de Rutshuru

Une file des véhicules, allant des "tout terrain" aux voitures ordinaires et bondées de gens tirés à quatre épingles, a attiré la curiosité des villageois de Kibumba à Rutshuru en passant par Rumangabo le dimanche 24 janvier 1993. Tout un aréopage coiffé du haut de la pyramide par l'autorité régionale représentée par M. Jean Barnwisha Mihia. Destination : Rutshuru, chef-lieu de la zone qui porte le même nom. Quid alors ?

Il s'agissait de l'ouverture officielle de l'extension de l'ISP/Bukavu à Rutshuru. Un rêve devenu réalité, en amont, grâce à M. Sekimonyo-wa-Magango, signataire de l'arrêté ministériel n° ESURS/CABMIN/1059/92 du 10 mars 1992 concrétisant la politique générale gouvernementale disséminant les institutions d'enseignement supérieur et universitaire dans les régions. Mais grâce aussi au professeur Bikay Obel, directeur général de

l'ISP/Bukavu, qui a jugé opportun de libérer le trio Kaligho-Ntamabialiro-Habimana pour animer cette extension. Des missionnaires pratiquement qui n'ont pas demandé un encadrement de prince pour concrétiser ce rêve de tout le monde.

Un rêve qui ne pourrait non plus connaître sans sa matérialisation sur terrain si en aval Mwana Ndeze n'avait pas cédé une bâtisse construite initialement par son père pour abriter les hôtes de la collectivité de Bwisha. Et si les populations des collectivités, et surtout celles des groupements de Bwisha, n'avaient pas consenti aux collectes et travaux communautaires pour marquer leur adhésion à ce projet.

A quand alors la matérialisation des extensions de l'ISEA à Mweso, de l'ISTA et de l'ISC à Goma ? Ce n'est pas la jeunesse estudiantine qui manque.

Kahindo M. Tsongo